

A l'approche de l'élection présidentielle du 20 août et alors que 70 soldats, dont un Français, ont trouvé la mort ces dernières semaines en Afghanistan, les avis sont partagés quant au maintien de la présence militaire dans ce pays.



Huit ans après le renversement du régime taliban (fondamentaliste musulman) par l'armée américaine, l'Afghanistan est toujours plongé dans le chaos. A l'approche de l'élection présidentielle du 20 août, les attaques d'insurgés s'intensifient et relancent les interrogations sur la stratégie militaire de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) dans la région. Avec 70 soldats tués, dont 40 Américains et 22 Britanniques, le mois de juillet a été le plus meurtrier

pour les troupes occidentales depuis 2001. Le 1^{er} août, la France annonçait le décès de son 29^e soldat. Malgré ces pertes et l'absence d'amélioration sur le terrain, le nouveau secrétaire général de l'Otan, le Danois Anders Fogh Rasmussen, plaide pour un renforcement de la présence militaire et civile des Occidentaux. Quant aux députés britanniques, ils réclament une meilleure répartition des efforts entre les pays européens. Pour l'instant, l'objectif

de stabilisation de l'Afghanistan est suspendu au verdict des urnes. Donné réélu par la plupart des observateurs, le président sortant Hamid Karzaï est discrédité de toutes parts pour avoir échoué à mettre sur pied un véritable Etat. Dans tout le pays, la corruption est endémique et la sécurité inexistante. Seule une élection transparente permettrait de restaurer la confiance. Et à terme, d'opposer aux talibans un Etat afghan fort et crédible. ■

SAMUEL LIEVEN

Des chasseurs alpins français discutent avec des villageois afghans afin d'obtenir des informations sur d'éventuels mouvements talibans.



Nos soldats doivent-ils rester en Afghanistan ?

« Le renforcement des moyens militaires n'a servi à rien »

NON

Depuis 2003, les forces de l'Otan accumulent les revers en Afghanistan. Le passage de 30 000 à bientôt 100 000 hommes sur le terrain (dont 3 100 Français) n'a fait que multiplier le nombre de morts civils et militaires sur fond de chaos généralisé. Pourquoi un tel échec ? Rappelons qu'aucune puissance étrangère – ni l'empire britannique ni l'URSS – n'a jamais réussi à maîtriser ce territoire montagneux, où une mosaïque d'ethnies et de tribus se livre une guerre intestine depuis la nuit des temps. Les troupes occidentales étant perçues comme une force d'occupation, les populations locales s'unissent contre ceux qu'elles considèrent comme des envahisseurs. En outre, harcelées par la guérilla talibane, les forces de l'Otan manquent cruellement

d'un commandement unique. Afin de contourner ces difficultés, les Américains ont longtemps privilégié les raids aériens. Résultat : au lieu d'éliminer quelques talibans, ils ont rasé des villages complets. Quant aux fouilles d'habitations et de mosquées par des soldats de l'Otan dans le but de confisquer des armes, elles ont un impact désastreux sur une population très conservatrice, qui considère le foyer comme un espace sacré. Le renforcement des moyens militaires décidé en 2008 n'a donc servi à rien. Il faut plutôt, à terme, encourager le dialogue entre le gouvernement afghan et les talibans « modérés ». Aussi rétrogrades et fanatiques soient-ils, seule une minorité d'entre eux agit en lien avec la nébuleuse terroriste internationale Al-Qaïda. Pour l'heure, l'urgence est

de travailler à la mise en place d'un gouvernement fort et crédible à Kaboul. Longtemps soutenu par les Américains, le président sortant Hamid Karzaï, à la tête d'une administration corrompue, symbolise l'échec de la communauté internationale. A elle, par conséquent, d'exiger un maximum de transparence lors des élections du 20 août. Elle devra ensuite établir de nouvelles priorités. Par exemple, au lieu de gaspiller l'argent dans des opérations militaires infructueuses, plutôt former une véritable armée afghane et mettre l'accent sur le développement : 3 Afghans sur 10 meurent de faim, 7 sur 10 sont illettrés ou n'ont pas accès à l'eau potable. Sans oublier la formation d'une élite et le soutien à la société civile. Cela prendra des années. Le prix du temps perdu depuis 2001.

RECUEILLI PAR S. L.

« Nos soldats concourent, dans ce pays, à la sécurité de la France »

OUI

Si nous sommes en Afghanistan depuis 2001, c'est pour éviter le rétablissement d'un Etat qui servirait de base arrière au terrorisme international d'Al-Qaïda, comme au temps où les talibans étaient au pouvoir. Cela a déjà coûté les attaques du 11 septembre 2001 à New York, et les attentats de Londres et de Madrid en 2004 et 2005. Voilà pourquoi chaque soldat français en Afghanistan concourt à la sécurité de chaque citoyen sur notre territoire. En outre, laisser un Etat terroriste s'installer en Afghanistan représente un grave risque de déstabilisation de toute la région, en particulier du Pakistan voisin qui dispose de l'arme atomique.

Aujourd'hui, l'approche de l'élection présidentielle du 20 août génère un climat de tension extrême. D'un côté, les mouvements terroristes appellent au boycott et menacent de mort tous ceux qui s'apprêtent à voter. De l'autre, les troupes de l'Otan mènent des opérations de sécurisation en appui de l'armée afghane pour permettre à un maximum d'Afghans de se rendre aux urnes. Cela explique les lourdes pertes enregistrées en juillet. Cela dit, l'administration Bush s'était trompée en croyant que les militaires régleraient tout. En 2008, l'envoi de troupes supplémentaires s'est accompagné d'un changement de stratégie : aux militaires la sécurisation, aux associations humanitaires la construction d'un Etat afghan

viable. Ainsi la France consacre-t-elle cette année 25 millions d'euros, à Kaboul et dans les provinces de Kapisa et Surobi, au développement agricole et à la formation de fonctionnaires : policiers, magistrats, militaires, maîtres d'école... Cette nouvelle stratégie ne sera payante que d'ici à trois ans car tout est à construire. Faut-il consacrer moins d'argent aux opérations militaires pour accélérer le processus ? Ce serait possible si nous n'étions pas confrontés à des extrémistes opposés à toute forme de développement. Discuter avec les talibans reste un vœu pieu. La tentative saoudienne d'organiser des pourparlers avec le gouvernement afghan a récemment échoué.

RECUEILLI PAR S. L.

Karim Pakzad,
chercheur associé à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques).

Thierry Mariani,
député UMP du Vaucluse, représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan.